

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 4

1er AVRIL 2013

luttendesclasses@live.fr

Peut-on empêcher l'adoption de la loi « fléxi-sécurité » de Sapin ?

Social-libéralisme au pilori !

Force est de reconnaître deux évidences : primo, aussi bien les forces de Front de gauche, que celles de la CGT – d'après l'aveu de nos camarades cégétistes bien informés – nous nous sommes réveillés trop tard pour combattre ces accords pourris entre le gouvernement, le patronat et les syndicats collaborationnistes, déclarés trompeusement « majorité ». Secundo, la manif du 5 mars derrière la CGT et FO était à peine moyenne : elle n'a ni secoué les travailleurs, ni impressionné le gouvernement. Alors, bataille perdue ?

Des nouvelles actions syndicales sont annoncées par le nouveau secrétaire de la CGT début avril. Il reste le parlement. Une certaine gauche socialiste – plus ou moins timide, molle, indécise ou nombreuse – votera avec les députés et sénateurs du Front de gauche contre cette loi. Mais le compte parlementaire n'y est pas. Sous le diktat de Hollande et Ayrault la droite et le centre du PS voteront pour, soutenus par la droite de l'Assemblée, dont Coppé et Raffarin, fidèles à leur classe, promettent d'avance de voter cette loi que le Medef qualifie lui-même de grande victoire. Donc, le vote écrasant pour déboulonner le socle historique des rapports entre les classes en France depuis 1945, appelé couramment Code du Travail, semble être acquis d'avance ?

D'après l'arithmétique parlementaire du moment – oui. D'après l'algèbre plus complexe et dynamique, celle de la lutte des classes – non. Son prolongement dans l'enceinte législative n'est pas son lieu de prédilection, l'influence des travailleurs y est plus que faible et indirecte, mais elle s'y exprime de manière biaisée et oblige tous à se positionner. Ce que les travailleurs perdent dans les luttes défensives en argent et en droits, ils peuvent et doivent compenser aussi par la perte des illusions, par la conscience de classe éclairée

Par échecs partiels. Ainsi l'échec du moment présent peut se transformer en gage d'avenir. A condition que le Front de gauche joue son rôle et répond aux besoins politiques des travailleurs.

Cela veut dire quoi ?

Cela veut dire clouer la politique libérale des socialistes au pilori, interpellé publiquement leurs députés et sénateurs, nom par nom, région par région, par voie d'affiches et de tracts, pour leur dire devant témoins que les belles promesses électorales de gauche, suivies de politique de droite une fois au gouvernement, « vote utile » et autres chantages, c'est fini ! Ni le Front de gauche ni les travailleurs ne veulent plus entendre parler, pas plus que de désistement automatique au second tour. Nous avons voté pour Hollande et le PS pour battre Sarkozy et l'UMP, l'urgence était évidente et nous n'avons rien à regretter, mais si Michel Sapin met en œuvre une loi que Xavier Bertrand n'a jamais osé évoquer même pas dans ses rêves, alors là, il y a tricherie, tromperie, mépris des travailleurs et des jeunes qui les ont portés au pouvoir. Et cela, il faut l'assumer et payer ! Ceux qui voteront contre cette loi avec le FdG, nous les applaudiront et noterons leur nom, ceux qui voteront pour, nous les dénonceront comme des agents du Medef.

La conscience socialiste de la grande majorité des élus nationaux du PS n'est pas rose pâle, c'est du blanc à peine cassé. Leur motif profond réside dans les privilèges, multipliés par le cumul des mandats – et des rémunérations, dont ils ont du mal à se séparer – que leur offre la Ve république, tant dénoncée lorsqu'ils étaient jeunes. C'est pourquoi plus d'un se fera oublier lors du vote en avril prochain, pour venir en mai 2014 nous baratiner à nouveau avec le « vote utile ». Il faut empêcher les socialistes,

des arrivistes, assis entre deux chaises, entre le travail et le capital, n'ayant pour le travail que de belles paroles et pour le capital le service sonnante et rébuchant, de jouer aux girouettes et de profiter de la crédulité populaire. Après **Mitterrand, Hollande** joue le même tour aux classes laborieuses. Il faut leur rappeler le sort de leurs coreligionnaires grecs du PASOK : en crise capitaliste aigue, la chute a été spectaculaire – de 30% à 5%. Et le Front de gauche grec, Syriza, de monter de 2-3% à 27%. En un an le Front de gauche, en restant fidèle à une opposition intransigeante au social-libéralisme, peut faire autant que **Syriza**. La lutte des classes ne connaît pas de copinages, amabilités entre les « gens de gauche », combines d'appareils, les souvenirs de jeunesse commune, distribution de bonbons roses... Il n'y a pas de place pour des suppliques à l'égard du PS, aucune lettre à leurs dirigeants, aucunes prières mais il faut un avertissement sérieux et le dernier. Se sont tout de même des énarques et non des enfants de cœur !

Mélenchon a raison : il faut parler « dru et cru » ! La lutte politique, c'est la lutte pour le pouvoir. Ceux qui n'en veulent pas, qui en ont peur, qui le détestent, qui demandent des garanties d'avance, qui attendent sagement de voir qui gagne pour s'y rallier n'ont qu'à aller à la pêche. Les classes sociales ne peuvent pas se priver de leurs instruments de lutte que sont les partis et coalitions politiques. Il faut combattre l'écran de fumée socialiste, car il cache une reconfiguration sérieuse à droite, avec le FN de Marine le Pen, qui compte les points et attend sa revanche après l'échec socialiste. Contre le Front national qui dynamise toute la droite, seul le Front de gauche peut ouvrir la perspective politique et organiser les travailleurs, sur la base de leurs riches acquis du passé.

QUI GOUVERNE L'EUROPE ?

Chevaliers de la Table ronde

On sait tous que l'Union européenne est une hydre à multiples têtes – Sommet, Conseil, Commission, Parlement – une bureaucratie pesante, non-élue (sauf Parlement, au pouvoir très limité), non-révocable, irresponsable, lieu des marchandages occultes et de décisions absurdes. Son drapeau à étoiles promet aux peuples européens la paix, la démocratie et la prospérité, or elle écorche vifs les peuples entiers. Ce que nous pensons savoir n'est que la moitié de la vérité. Aussi absurde et contraire à ses proclamations solennelles du point de vue des peuples, elle est une création très logique et même une réussite spectaculaire du point de vue du capital.

Il fallait rester éveillé à une heure tardive (après minuit), le mardi 12 février, devant une chaîne télé à petite audience (Arte), pour ne voir qu'une petite partie visible de l'iceberg bruxellois : le film documentaire belge « **Mais qui contrôle vraiment l'Europe** », consacré au lobby le plus puissant du vieux monde **ERT** – Table ronde des industriels européens. Le film est le résultat d'une recherche obstinée d'une petite ONG démocratique hollandaise, CEO (Corporate Europe Observatory), qui a mis plus de vingt ans pour mettre en évidence les relations obscures, incestueuses, et autant naturelles, entre le pouvoir politique européen et ses véritables maîtres des forges. Lorsqu'ils ont essayé d'informer l'opinion publique de leur découverte, toute la presse européenne, petite ou grande, de gauche comme de droite, a fait le blackout total : on ne touche pas au nid de guêpes.

Quelques petits kilomètres carrés autour du Rond-point Schumann à Bruxelles regroupent presque toutes les institutions européennes, avec ses 16 000 fonctionnaires, et tous les autres immeubles luxueux environnants sont occupés sans exception par quelques 15 000 lobbyistes, dont personne ne sait le nombre exact. Lieu idéal du « pantouflage », à savoir du va-et-vient entre le privé et le public, entre les supposés serviteurs de l'intérêt général et les « tueurs à gages » des grandes compagnies privées. Engels en parlait déjà, mais il a fallu un siècle et demi pour voir à quelle monstruosité cette collusion peut aboutir.

Les chevaliers modernes de la Table ronde sont les patrons des 45 poids lourds de l'industrie européenne, pesant 950 mld d'euros en 2003, avec quatre millions de salariés à travers le monde, représentant plus de 60% du PIB européen, où aucun géant ne manque : Philips, Volvo, Nestlé, Unilever, Veolia, Renault, Fiat, Hoeschst, Bosch, Daimler-Benz, Gevaert, Pirelli, Siemens, Thyssen, BP, Solvay, Total, Telefonica, Shell, Lafarge... Leur bureau **ERT** à Bruxelles ne compte que sept personnes. Ils se réunissent personnellement, sans aucune délégation, deux fois l'an pendant 48 heures, en toute confidentialité, pour rédiger les lignes motrices de l'encyclopédie capitaliste européenne, en termes presque philosophiques, car ils ont neuf groupes de travail, une série de lobbies sectoriels et toute une armée de serviteurs hautement qualifiés – à 700 € de l'heure – pour peaufiner les détails. En général ils se retrouvent quelques jours avant le sommet européen, dans un endroit prestigieux – opéra La Scala de Milan, un musée allemand ou un château de la reine d'Angleterre – afin de transmettre leurs desiratas à la Commission. Et sans surprise, leurs desirs sont exaucés tout naturellement, traduits en lois et imposés à des gouvernements européens comme seule valable et obligatoire.

Déjà le Traité du marché unique de Delors en 1983 – début de l'ERT –, puis le Traité de Maastricht, puis l'élargissement européen à l'Est, puis le traité de la Monnaie unique, puis le programme des transports européens (autoroutes, tunnels, rail, transport maritime et aérien), la Table ronde souffle, propose, rédige même les actes. Parfois, c'est du copié-collé. La recherche du Graal des chevaliers modernes, c'est la recherche de leur profit qu'ils identifient en toute bonne conscience avec le progrès de la civilisation européenne : tout ce qui est bon pour leur compétitivité, est bon pour l'Europe. Privatisation en règle, suppression des obstacles nationaux et locaux, flexibilité du travail, dislocation des services publics, « moins d'État, plus de marché », la mise des fonds de retraite dans le circuit financier, enfin l'ambition de soumettre ces derniers biens publics que sont l'école et la santé. « Refaçonner l'Europe », « Réseaux manquants », ce sont les titres de leurs encycliques. Elles sont accompagnées de lettres polies à l'adresse du président de la commission, copie envoyée aux gouvernements, avec menace à peine voilée : si vous ne décidez pas d'adopter notre programme, « vous nous obligerez peut-être à aller poursuivre ailleurs nos activités »...

Et lorsqu'on compare les résultats obtenus en trente ans avec leurs projets visionnaires pour augmenter leur puissance industrielle, ils ont gagné sur tous les plans. C'est eux qui sont le moteur du renforcement des pouvoirs de décision de la Commission, car il vaut mieux avoir un interlocuteur unique et sous la main, que de courir après les quinze ou vingt-sept gouvernements. L'effondrement des régimes en Europe de l'Est a été une véritable aubaine : un marché de 150 millions de consommateurs, une industrie locale balayé d'un revers de main, une main d'œuvre bien qualifiée et pas chère, des nouveaux pouvoirs politiques ne demandant qu'à servir les grands maîtres... Les clauses européennes sur les « acquis communs » sont de véritables diktats, c'est à Bruxelles et aux États nouveaux de leur fournir de bonnes autoroutes, pour que la marchandise roule vite d'un bout de l'Europe à l'autre... Car, « l'Europe n'a pas de temps à perdre ».

Dégâts sociaux et écologiques ? **Pascal Kerneis**, qui après une expérience de petit fonctionnaire européen de deux ans a compris comment les institutions respirent, est parti de rien pour devenir le président d'un puissant lobby des banques, il raconte dans le film ouvertement et en toute bonne foi, qu'il n'est qu'un « médiateur, un entremetteur, voir un ambassadeur », mais que « le commerce est l'affaire des entreprises, pas des ONG ». Bref, la guerre des marchés est sainte et les « dégâts collatéraux » sont autant inévitables que regrettables... Et dire que ces chevaliers modernes, prêts à s'excuser dans la rue quand les autres les bousculent par mégarde, sont capables de mener une impitoyable guerre de classe...

Bref, il est dérisoire de réécrire un film de 76 minutes que tout citoyen de bonne foi, et encore plus un militant ouvrier devrait sans faute voir sur You tube <https://www.youtube.com/watch?v=pschSNDG-MA>

Radoslav PAVLOVIC

50e congrès de la CGT à Toulouse

Un congrès important

Le syndicat CGT (Confédération Générale de Travail) a tenu son 50^e congrès à Toulouse du 18 au 22 avril. C'est le plus ancien et le plus grand syndicat en France, il est certainement et de loin le plus combatif. Aux élections des comités d'entreprise et des prudhommes il était nettement majoritaire, ses délégués ayant obtenu bien plus de votes ouvriers que ceux de la CFDT. Parmi ses membres 56,8 % travaillent dans le secteur privé de l'économie et 43,2 % dans le public. 36,3 % de ses membres sont des femmes et 15 % ont moins de 35 ans. (Selon le journal Le Monde du 17-18 mars 2013.)

Pourtant, la presse n'était pas très intéressée pour informer le pays de cette réunion importante de 1000 délégués. D'après ses compte-rendu (les chaînes de la TV, comme d'habitude, ont ostensiblement réduit et minimisé leurs rapports, si toutefois, elles en ont parlé), et il est difficile de se faire une opinion un tant soit peu fidèle et complète du congrès. Le plus souvent, les journalistes bourgeois préfèrent livrer leurs propres bavardages sur des fariboles secondaires ou sans intérêt que de donner des reportages conformes à la réalité. En tous cas, ils ont rapidement expédié leurs informations sur ce congrès, information réduite au strict minimum. Il est vrai aussi que ce congrès ne les a pas beaucoup inspirés.

La maigre récolte journalistique était aussi le reflet du contenu bien pauvre du congrès qui, tout semble le confirmer, n'arrivait pas à s'élever au niveau des exigences pressantes de ce moment particulièrement difficile. Alors que les problèmes graves ne manquent pas.

Place aux jeunes et chômeurs

Le chiffre cité plus haut révèle la très faible proportion (15 %) de jeunes, ce qui est, malheureusement, l'une des grandes faiblesses du syndicat. Cette véritable insuffisance est d'autant plus manifeste que c'est elle, probablement, qui explique le très bas niveau de la syndicalisation en général. Les 690.948 adhérents de la CGT, en 2011, ne représentent que 2,56 % des 22 millions de salariés, alors que la CGT est le plus grand syndicat. D'ailleurs, c'est à cause de cette syndicalisation très médiocre que la direction de la CGT se fixait l'objectif d'atteindre 1 million de membres. Or, en dépit de l'exacerbation des luttes sur la base de la crise, en 2012, il n'y a eu que 41.019 adhésions nouvelles. Ce manque regrettable d'augmentation des effectifs se concrétise précisément dans la proportion anormalement faible de jeunes.

Le chômage qui sévit avec une sauvagerie particulièrement cruelle dans la jeunesse ne peut pas être la seule explication. Car à l'inverse de l'acceptation de ce fait com-

me une fatalité, il pourrait et devrait être un motif puissant pour la CGT de renverser la vapeur. Car il faut se rendre à l'évidence que pour augmenter le nombre des membres de la CGT par l'intégration massive des jeunes, il n'y aura pas de miracle. Bien au contraire, c'est justement à la CGT de changer son fusil d'épaule. Parallèlement aux appels à rejoindre la CGT, celle-ci devrait tout faire pour rendre sa maison bien accueillante et attirante pour ces jeunes. Avant tout, en leur offrant un cadre bien adapté, propre à développer leurs luttes avec les spécificités qui les distinguent. Quitte à aménager ses règlements pour que les jeunes sans emploi se trouvent, eux aussi, chez eux dans la CGT, la Centrale pourrait aussi enrichir son cahier de revendications en incorporant celle de la jeunesse et fortifier ainsi sa lutte par son dynamisme.

Hélas, le congrès n'a pas discuté de cette question importante, puisque le document d'orientation préalable au congrès ne l'a pas soulevée non plus. Pourtant, ce document affirmait la nécessité de dépasser le stade négatif d'un « syndicalisme de réaction », en allant vers une « conquête sociale ». Et Bernard Thibault soulignait déjà avant le congrès l'importance d'implanter la CGT dans les « déserts syndicaux ». Or, pour réaliser ces objectifs justes et ambitieux, il est nécessaire de se tourner résolument

(Suite page suivante)

(Suite de la première page)

Vers la jeunesse, y compris vers leurs masses qui se trouvent sans aucun emploi. Il sera très difficile, voire impossible d'élargir l'influence du syndicat sans cette jeunesse et, c'est pour cette raison, que le congrès n'a pas pu rattraper ce retard. L'organisation et sa direction doivent opérer ce tournant indispensable.

Un tournant est nécessaire vers la politique

La plus importante question qui exige une réponse claire et concrète est celle qui concerne la place et le rôle du syndicat dans notre vie tourmentée d'aujourd'hui. Le nouveau secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon l'a implicitement soulevée en disant dans son discours que «...la lutte contre le projet de loi sur la compétitivité, si elle est nécessaire, ne réglera rien pour autant. Les salariés resteront dos au mur, avec le chantage patronal au-dessus de la tête. » Ce qui est effectivement le cas. Mais face à ce défi sérieux et permanent, la proposition d'une journée d'action contre ce projet, même si elle est correcte et nécessaire, reste au niveau très insuffisant d'une protestation unique. (Cité d'après *Le Monde du 20 mars 2013*.) Lorsqu'une dirigeante syndicale, selon ce journal, disait sur le discours que « cela manquait de souffle », c'est cette contradiction entre la situation redoutable et des propositions limitées qui faisait brusquement surface. La syndicaliste ne l'a pas précisé davantage, mais nous devons aller plus loin pour éclaircir mieux ce problème.

Tout d'abord, il y avait le phénomène significatif qui révélait ce même article. Notamment, que les délégués «...ont sifflé les délégations de la CFDT et du Parti socialiste mais, à l'applaudimètre, Jean-Luc Mélenchon a fait un tabac ». Ce sont des indications précieuses dont le sens évident devrait être pris en compte.

Si le congrès n'a pas pu clairement le formuler, il a pourtant très nettement reflété la grande pression des militants pour développer encore beaucoup plus leur opposition fondamentale à l'offensive du capital et de ses serviteurs. Ils ont montrés leur volonté de charpenter mieux leur ligne de défense ainsi qu'approvisionner encore plus leur arsenal de munition de lutte. Dans ce même élan, ils ont non seulement manifesté la nécessité de faire de la politique mais ils ont mis en évidence quelle politique ils veulent.

La vérité implacable est que la CGT se trouve à la croisée des chemins, sans être expressément annoncée et analysée, elle apparaissait néanmoins dans ces signes éloquentes. À savoir que la position de la CGT en défense du Code de travail attaqué par l'accord réactionnaire entre le Medef et les syndicats minoritaire et menacé par une loi éventuelle, cette position donc est de plus en plus contournée et neutralisée. Déjà les accords partiels d'entreprise se multiplient, dernièrement même chez Renault, qui sapent son unité de résistance avec Force Ouvrière. Coincée dans l'impuissance de cette position de refus, instable par nature, la situation de la CGT doit évoluer rapidement. Soit vers la perspective d'une défaite, imposée subitement ou par une asphyxie prolongée, soit par une reprise énergique de l'initiative. Dans l'état actuel de l'inefficacité des moyens purement syndicaux pour débloquent les obstacles (nous la voyons dans les échecs même des grèves générales dans d'autres pays !), il faut se tourner résolument vers l'issue politique.

Bien entendu, il est hors de question que la CGT ou d'autres syndicats pervertissent leur activité, en une pratique politique, encore moins qu'ils l'abaissent au service du programme de tel ou tel parti. Mais dans la lutte fondamentale qui oppose les classes, ils doivent prendre leur

Sens que Bernard Thibault, à juste titre, devait clairement engager la CGT contre Sarkozy et sa politique lors des élections. Et c'est dans le même esprit que Thierry Lepaon estimait au congrès que «...les gouvernements Hollande et Sarkozy partagent la même obsession : l'abaissement du coût du travail et la flexibilité ». Il stigmatisait le gouvernement dont «...la politique de rigueur et d'austérité... constitue la toile de fond de toutes les réformes en cours ou annoncées ».

Les axes des revendications politiques

Les sifflets et les applaudissements des délégués ont à la fois marqué les contours de la politique souhaitée, et exprimé en même temps leur volonté d'y apporter leur contribution. Il importe de les traduire en pratique.

Un vaste domaine d'une telle activité politique de la CGT pourrait être celui de sa participation à part entière à la lutte pour la suspension (le moratoire) du remboursement des dettes (expliquée dans un autre article du journal)*. Elle est non seulement souhaitable mais elle découle directement de la lutte du syndicat contre le chantage de « compétitivité » fabriqué sur l'endettement. Comme on l'a vu dans cet autre article, une telle lutte implique l'investigation publique (l'audit) des dettes dont la revendication, puis la participation ne peuvent pas être imaginées sans l'engagement de la CGT. Toute une longue liste des actions nécessaires et un large éventail des méthodes variées devraient compléter cette revendication.

Un autre domaine d'une activité politique aussi vaste que le premier est celui de la reprise d'une exigence déjà formulée auparavant mais abandonnée sans explication. La CGT pourrait la reprendre et la développer en une large lutte pour revendiquer que les institutions européennes établissent des normes et des critères sociaux dignes d'une démocratie développée d'une Europe du XXIe siècle. Les statuts et des droits des travailleurs comme les « contrats stables de travail », le « salaire égal pour un travail égal », « échelle mobile des salaires », etc., devraient constituer une obligation pour tous les pays. Si les bourgeois européens obligent chaque pays à observer une soi-disant discipline budgétaire, - dont dépend la vie quotidienne des travailleurs, - c'est aux syndicats d'exiger des contraintes européennes pour les employeurs et pour leurs États d'assurer les droits sociaux des travailleurs.

Dans une telle lutte politique la CGT trouvera certainement des alliés. D'une part, la porte est ouverte vers le parlement européen qui ne demande pas mieux que de s'affirmer comme représentant des citoyens européens contre la clique antidémocratique de Bruxelles. D'autre part, cette lutte élargie et approfondie trouvera d'autant plus d'échos sympathisants au sein de la CFDT, en dépassant une opposition figée, que ce syndicat organise aussi les ouvriers et les travailleurs.

La CGT est idéalement placée pour s'engager sur cette voie qui facilitera puissamment son développement parmi tous les travailleurs. Et étant donné la gravité de la situation et l'enjeu important des luttes qui nous attendent, la conclusion de tous les travailleurs, surtout des jeunes, devrait être claire : tous, en masse dans la CGT !

Balazs NAGY

* Faute de place nous publierons cet article dans le prochain numéro, avec d'autres contributions sur la dette publique.

L'Aube dorée à la lumière du fascisme italien

Cet article est écrit en guise d'introduction à un large extrait du livre d'Angelo Tasca, *Naissance du fascisme italien, 1938*, que nous ne pouvons pas malheureusement reproduire ici.

Plusieurs correspondances

Publiées sur le site ESSF (Europe Solidaire Sans Frontières) sur les agissements de l'Aube dorée en Grèce nous interpellent assidûment. En effet, il s'agit bel et bien d'un fascisme typique, avec les caractéristiques communes à leurs débuts.

Les provocations délibérées devant les caméras de télévision et actions directes contre certains segments de population ont commencé avec SESELJ en Serbie, en 1991, élu député grâce à la complicité du « socialiste » Milosevic, lors d'une élection partielle. Les guerres yougoslaves qui ont suivi lui ont permis, comme aux autres criminels, d'expérimenter la méthode fasciste sur la population croate et bosniaque à grande échelle et en toute impunité.

Mais ils n'ont pas eu le temps de franchir les étapes suivantes : apologie d'Hitler, croix gammée, chants antisémites... Si la croix gammée n'était longtemps après la guerre que l'apanage des groupes fascistes au Nord, en Allemagne ou en Norvège, elle a fait ses apparitions depuis quelques temps en Grèce, en Serbie ou en Russie, des pays qui ont pourtant payé cher leur guerre de libération contre Hitler. Et à chaque fois sous le manteau noir de l'Église orthodoxe.

L'Aube dorée a dorénavant pignon sur rue : 7% des votes gagnés, 18 députés, 12% de votes potentiels, bref le vent en poupe. La paupérisation de la Grèce se fait à grands pas. Mais, instinctivement le fascisme sait que la voie légale n'est pas le garant de sa victoire, il lui faut

Conquérir la rue, terroriser la population, et agir par violence tactiquement bien calculée. Il lui faut prendre l'initiative politique, s'imposer à la masse grandissante des déclassés, qui n'attendent que le « guide sauveur ». La cible importe peu : s'il n'y a plus de Juifs en Grèce, il y a des étrangers, des immigrés. Ce qui compte, c'est « faire du sport », tester l'opinion publique, se forger l'outil, la barre d'acier, pour briser demain l'échine à la classe ouvrière, l'ennemi de vieille date.

Quelques traits caractéristiques qui surgissent sont : culot, initiative, violence calculée, mobilité... tout sauf passivité et attente. Avec filiations dans le patronat et l'État, dont la police, l'armée, la justice et l'Église ne sont que l'émanation. Et avec l'impunité quasi-totale dans un État démocratique ! Ils ont une tactique d'harcèlement, d'assassinat ciblé, et des motos pour la mettre rapidement en œuvre. Pendant que le gouvernement discute, ils agissent. Ils ont compris à leur manière que la démocratie grecque telle qu'elle a été, corrompue, n'a plus d'avenir. S'ils vont au parlement, ce n'est pas avec illusion d'y gagner un jour la majorité, c'est pour y mettre le feu. Ils savent mieux que la gauche que les négociations n'amèneront aucune solution à la faillite du pays, et ils préparent la relève à leur manière : est-ce qu'ils seront demain dans l'ombre des colonels, ou les colonels dans leur ombre, peu importe. Il faut devancer les « rouges ». *Ils ne perdent pas un seul jour !*

Et Syriza ? La victoire électorale lui a échappé de peu. Pour quand l'échéance prochaine ? Est-ce qu'elle

Tiendra jusque-là ? Sera-t-elle capable de poser clairement la question du pouvoir ? Pour commencer, est-elle capable d'associer au bulletin de vote la riposte énergique aux fascistes dans la rue ?

Voilà le témoignage instructif d'Angelo Tasca, ancien communiste puis socialiste, tiré de son livre historique « *Naissance du fascisme* », Gallimard 1938 (réédité depuis). Presque cent ans après, son témoignage est déconcertant : comment quelques petits groupes de *scadristi* résolus ont eu la peau d'un mouvement ouvrier massif mais irrésolu ? Trotsky a évoqué plus d'une fois cet exemple pour faire comprendre à ses jeunes partisans qu'il ne faut pas compter avec la légalité bourgeoise pour combattre le fascisme, mais en créant les groupes d'autodéfense ouvrières, appliquant la méthode « dent pour dent, œil pour œil ».

La Grèce actuelle n'est pas encore à l'heure de l'offensive générale fasciste, mais seulement à sa naissance. L'offensive fasciste en Italie a suivi la défaite de la grande grève de Turin en 1920. La classe ouvrière grecque subit des coups, mais n'a pas connu une défaite décisive. Mais il n'y aura pas de victoire sans se rappeler les défaites chèrement payées. On ne peut pas compter sur la démocratie capitaliste aux abois, avec sa légalité de borge, pour contrer l'Aube dorée. C'est la tâche du mouvement ouvrier, avec ses propres méthodes, ses groupes d'autodéfenses ouvrières.

Radoslav PAVLOVIC

Le 13 novembre 2012

Une position lamentable

Trois revues - L'Encontre, Gauche anticapitaliste, puis Imprecor - ont publié sans commentaire une large interview avec Yanniss Bournous, responsable de la communication à l'étranger de Syriza, daté du mois de décembre 2012, et qui passe pour être proche de Tsipras.

Nous ne retiendrons notre attention que sur le chapitre concernant la position de Bournous sur le fascisme grec, incarné par « L'Aube dorée ».

Déjà dans les huit premiers passages l'auteur dit pas moins de quatre fois que l'essor de l'Aube dorée est « un phénomène complexe », puis « qu'elle se compose d'un réseau complexe », ensuite qu'elle « est un réseau complexe », pour conclure que c'est « un problème complexe ». Répéter dès le départ avec tant d'insistance la complexité de la question suggère que le dirigeant grec n'a pas compris grand-chose de la question dont il veut nous éclairer.

Pour définir sa position introuvable dans cette affaire complexe, il se définit par la négative :

« Nous ne pensons pas que la solution puisse être, comme le proposent quelques anarchistes, de créer des escadrons de choc et de se battre contre eux toutes les nuits. »

Ce qui est le plus curieux, ce n'est pas qu'il ne veut pas se joindre aux escadrons anarchistes dans la lutte contre le fascisme, mais qu'il ne veut pas se battre « toutes les nuits ». Si les anarchistes grecs se battent vraiment « toutes les nuits », alors non seulement ils méritent notre respect, mais même l'admiration.

Et que propose le camarade Bournous ?

« Ce que nous avons essayé de faire est de créer divers comités antifascistes, par exemple dans les écoles, en collaborant avec des syndicats d'enseignants, ou dans les quartiers, surtout à Athènes, où le problème est plus aigu. Dans les quartiers, nous avons aussi collaboré avec des citoyens artistes ou intellectuels et nous participons à des événements culturels, en essayant de développer un autre type de culture. »

Voilà une belle envolée de lyrisme politique : contre les nervis nazis, armés de barres de fer, de couteaux et même des armes, il faut opposer

Un bel esprit de citoyens civilisés ! À l'école il faut enseigner aux enfants que demain, lorsqu'ils auront grandi et seront devenus citoyens, ils « ne devraient jamais voter pour Aube dorée ». A la sauvagerie matérialisée du fascisme il faut opposer le saint esprit de la Culture, avec graffitis artistiques, expositions des arts plastiques, vidéos en couleur...

Belle politique, pleine d'esprit de tolérance et de culture, une vraie politique révolutionnaire !

Quant à nous, même si en tant que marxistes nous ne partageons pas du tout l'esprit des actions minoritaires et « exemplaires » des anarchistes dans la lutte contre notre ennemi de classe commun, nous sommes inconditionnellement de leur côté.

Et pour qu'ils ne restent pas minoritaires, pour que la lutte contre le fascisme soit réelle et porteuse de succès, c'est à Syriza, majoritaire dans la classe ouvrière, de mettre en place des escadrons ouvriers d'autodéfense.

R.P.

Dernière nouvelle de Yorgos Mitralias

Le camarade Yorgos Mitralias, responsable du CADTM de Grèce et journaliste, l'un des premiers militants à attirer l'attention sur la montée du fascisme en Grèce, l'auteur du Manifeste antifasciste européen que nous espérons pouvoir publier prochainement, nous informe qu'après moult démarches le secrétariat de Syriza s'est prononcé pour soutenir son action :

Dear Mr. Mitralias, On behalf of SYRIZA-USF, I kindly inform you, that we consider as very positive the initiative for the establishment of a European Antifascist Movement. The European Antifascist Manifesto is a first step of all democratic, antifascist forces common action and we are at disposal to contribute to all coming events.

Dimitris Vitsas Coordinator of the Secretariat of the C.C. SYRIZA-USF

Athens, 15 February 2013